

28 mars 2008

ET SI LA FRANCE JOUAIT SES CARTES ?

Ayant eu la bonne fortune de beaucoup rouler notre bosse hors de l'hexagone, nous avons pu constater très souvent la surprise des étrangers francophiles (il y en a beaucoup) devant la passivité de nos gouvernements successifs. Ceci se traduit par une question rituelle : « Pourquoi vous, les français, ne jouez-vous pas vos cartes ? et parfois pire « Pourquoi en avez-vous jeté à la bannette ? »

Disons très vite quels sont, d'après nos interlocuteurs, les principaux points forts de la maison France.

Ils en sélectionnent souvent trois :

- l'existence de grands espaces libres,
- l'héritage de Descartes,
- la meilleure organisation énergétique du monde.

Nous ne traiterons pas les deux premiers points qui ne sont pas dans notre domaine de compétence mais allons nous étendre un peu sur le troisième.

Ce terrain est celui de grandes joies et d'amères déceptions.

Tous les énergéticiens du monde saluent chapeau bas la politique française en ce domaine, la meilleure et de loin, parmi celles des pays dépourvus de ressources fossiles.

A l'origine de cette excellence, on trouve le plan de riposte au premier choc pétrolier (dit Plan Messmer) qui reposait sur trois piliers essentiels :

.../...

- d'importantes économies d'énergie obtenues en partie par la conviction, en partie par la contrainte qui ont représenté jusqu'à 35 millions de TEP /an ⁽¹⁾ ;

- une diversification des sources en énergies fossiles avec davantage de gaz et moins de pétrole et une meilleure répartition géographique des sources d'approvisionnements (éviter en particulier pour le gaz le casse-noix URSS – Algérie) ;

- un puissant programme électronucléaire permettant de renoncer à l'importation de 80 millions de TEP de combustibles fossiles.

Techniquement et économiquement la réussite fut complète et, grosse cerise sur le gâteau, une superbe prime écologique, absolument imprévue, vint compléter le tableau : grâce à l'hydraulique et au nucléaire l'électricité française devint la plus propre d'Europe (avec la Suède) et ménage donc à merveille les émissions de CO₂ et par conséquent la dérive climatique.

Chacun des deux points, l'économique et l'écologique, a fait l'objet d'études approfondies et convaincantes sans que celles-ci entraînent des prises de positions claires des gouvernements français successifs qui semblent presque effrayés par les possibilités qui leur sont offertes.

Voyons cela de plus près.

*

* * *

Sur le plan économique tous les experts s'accordent pour dire que la réforme introduisant la concurrence dans le secteur électrique européen entraînera, sauf action correctrice, une hausse inéluctable et importante des prix de l'électricité en France.

⁽¹⁾ Tonnes d'équivalent pétrole.

Il est évident que ce mouvement ne pourrait qu'être insupportable aux consommateurs français qui ont porté seuls les programmes d'investissement ayant fait de l'électricité française la plus compétitive d'Europe.

Pour éviter cette situation plusieurs solutions sont possibles mais il apparaît vite que la plus simple est une diminution de la T.V.A. sur la fourniture du courant électrique aux personnes physiques qui compenserait, et au-delà, l'augmentation des prix entraînée par l'inéluctable disparition (progressive ?) des tarifs contrôlés par l'Etat dits tarifs réglementés.

Ceci correspond bien sûr à une assez substantielle augmentation du pouvoir d'achat des ménages ce qui ne peut que satisfaire « tout le monde et son père »

Cette solution a un inconvénient et un avantage.

Son inconvénient est que les instances européennes s'opposent certainement à son application hors du secteur domestique (à cause des distorsions de concurrence qu'elle entraînerait) et qu'il est donc nécessaire de traiter les autres fournitures d'électricité d'une façon différente.

Son avantage est d'être d'une mise en œuvre extrêmement simple en jumelant les mouvements de hausse de tarif et de baisse de la T.V.A.

Les moindres rentrées fiscales seraient évidemment compensées par l'augmentation des dividendes versés à l'Etat actionnaire d'E.D.F. et de SUEZ-G.D.F

*

* * *

Sur le plan écologique (totalement ignoré au départ par le Plan MESSMER), il y eut divine surprise quand on constata que la France disposait d'une électricité propre à 95 % (hydraulique plus nucléaire) et était donc la meilleure élève de la classe européenne en matière de lutte contre le réchauffement climatique dans le secteur de l'énergie.

.../...

Ceci aurait dû nous dispenser des efforts ruineux résultant de la mise en place de la production d'électricité sous la forme d'énergies dites renouvelables, éoliennes en particulier.

Nous n'en fîmes rien et nos gouvernements successifs acceptèrent les ukases infondés de Bruxelles et ponctionnèrent les consommateurs d'électricité pour encourager très généreusement des réalisations à la fois coûteuses et inutiles.

Pourquoi cet aveuglement volontaire s'est-il emparé des princes qui nous gouvernent ? A cette question, on peut apporter au moins deux réponses :

- la puissance de certains lobbies.
- la recherche des voix vertes sur le plan électoral.

Ceci vaut explication et non-justification. Aussi le gouvernement actuel serait-il bien inspiré en suivant les recommandations en la matière de la Commission Energie du Conseil d'Analyse Stratégique et en réduisant donc fortement ces dépenses inutiles ce qui permettrait d'ailleurs de diminuer d'autant les prix de l'électricité domestique ce qui revient à créer rapidement du pouvoir d'achat, objectif, dit-on, ardemment recherché.

Il en va aujourd'hui d'1,3 milliard d'euros de surcoût de l'électricité si nous lisons bien l'évaluation officielle, (et du double suivant certains spécialistes), valeur qui, dans quinze ans, pourrait atteindre 10 milliards d'euros.

Il est donc temps d'arrêter ou de réduire drastiquement ce gâchis en accompagnant cette décision d'une bonne information de l'opinion publique.

*

* * *

La mise en œuvre des solutions que nous venons d'exposer se traduisent toutes deux par des réductions notables des tarifs de l'électricité fournie aux particuliers et, par conséquent, par des améliorations de pouvoir d'achat. Qu'attendons-nous ?
